

# ATTESTATION EMPLOYEUR DESTINÉE À France Travail

À remplir par l'employeur et à délivrer au salarié avec son dernier bulletin de paie (Art. R. 1234-9 du C. du T.).

ATTENTION, cette attestation doit être transmise par le salarié à France Travail :  
- s'il s'inscrit comme demandeur d'emploi et qu'au terme de son inscription l'attestation employeur lui est demandée (le salarié effectuera sa demande sur le site internet de France Travail : [www.francetravail.fr](http://www.francetravail.fr));  
- s'il est déjà inscrit, dans les 72 h de sa délivrance.

# Unédic

Attestation éditée automatiquement par France Travail le 25/06/2025 15:35 N° d'ordre 1719952258

Logiciel utilisé : AE WEB RG

## 1. l'employeur

Téléphone : 0 5 6 5 3 4 9 0 2 9	Nom et adresse : COMMUNE DE BAGNAC SUR CELE
Statut juridique :	AVENUE JOSEPH CANTELOUBE
N° SIRET : 2 1 4 6 0 0 1 5 7 0 0 0 1 7 46270	BAGNAC SUR CELE
Nombre total de salariés dans l'entreprise au 31.12 écoulé :	Code APE/NAF : 8 4 1 1 Z
Nombre total de salariés dans l'établissement au 31.12 écoulé :	<i>Ne rien inscrire dans ce cadre</i>

EMPLOYEURS DU SECTEUR PUBLIC (Art. L. 5424-1 du C. du T.).

<input type="checkbox"/> Employeur en auto assurance	<input type="checkbox"/> Employeur ayant conclu une convention de gestion	<input type="checkbox"/> Adhésion au régime particulier pour les apprentis du secteur public
N° de la convention de gestion :		
Code d'affectation :	N° interne employeur public :	
<input checked="" type="checkbox"/> Employeur ayant adhéré à titre révocable	<input type="checkbox"/> Employeur ayant adhéré à titre irrévocable	
Date d'adhésion : 0 1 0 2 1 9 8 8	Statut du salarié : stagiaire	titulaire <input checked="" type="checkbox"/> non titulaire

## 2. le salarié

<input checked="" type="checkbox"/> Mme	<input type="checkbox"/> M
Nom de famille (nom de naissance) : LACAZE	
Nom d'usage (nom d'épouse, etc.) : LACAZE	
Prénom (s) : KARINE	
Adresse : LE BRUEL	
Code postal : 1 5 6 0 0	Commune : ST ETIENNE DE MAURS
NIR (n° de Sécurité sociale) : 2 7 3 1 2 4 6 1 0 2 0 4 5	Date de naissance : 2 5 1 2 1 9 7 3
Lieu de naissance : FIGEAC	
Ressortissant : <input checked="" type="checkbox"/> français	<input type="checkbox"/> UE <input type="checkbox"/> EEE <input type="checkbox"/> Suisse <input type="checkbox"/> hors UE et EEE
Niveau de qualification : Employé administratif d'entreprise, de commerce, agent de service	0 6 Statut cadre ou assimilé : oui <input checked="" type="checkbox"/> non

\*voir notice

2731246102045 LACAZE KARINE

### 3. régimes de retraite complémentaire du salarié

Cochez la ou les cases concernées

Régime AGIRC-ARRCO
  CRPN
  Autres (précisez) :

IRCANTEC
  CNBF

■ En cas d'affiliation à un régime spécial de sécurité sociale, indiquez la caisse (maladie ou vieillesse) :

Régime général

■ Le salarié relève-t-il du régime local d'Alsace Moselle ?  oui  non

### 4. emploi

■ Durée d'emploi salarié du 0 9 0 4 2 0 2 4 au 3 0 0 4 2 0 2 4

■ Date de fin initiale du CDD (à préciser obligatoirement si la date de rupture du contrat est antérieure à la date fixée initialement) 3 0 0 4 2 0 2 4

■ Dernier emploi tenu : ADJOINT TECHNIQUE Dernier lieu de travail (pays) : Dépt. 4 6

■ Ancienneté dans l'entreprise :  moins d'1 an  entre 1 an et moins de 2 ans  au moins 2 ans

■ Date d'engagement de la procédure de licenciement ou de notification de la démission ou de signature de la convention de rupture conventionnelle :

■ Préavis :  effectué du au  non effectué payé du au  non payé du au

(motif) :

■ Catégorie d'emploi particulier :

travailleur à domicile
  employé de maison
  assistant(e) maternel(le), garde d'enfant
  autre (préciser)

■ Horaire de travail : (en heures)

- salarié au forfait  oui  non Précisez :  convention de forfait en heures  convention de forfait en jours

hebdomadaire  mensuel  annuel

- dans l'entreprise suite à un accord, une convention collective :  ou 151.67  ou

- du salarié :  ou 74  ou

- motif en cas de différence :  travail à temps partiel

autre motif (précisez) :

2731246102045 LACAZE KARINE

## 4. emploi

■ Nature du contrat :  contrat à durée indéterminée  contrat à durée déterminée

■ Contrat de type particulier :  apprentissage  professionnalisation  CUI-CIE  CUI-CAE

contrat d'engagement éducatif  emploi d'avenir  autre (précisez) :

■ Périodes de suspension du contrat de travail ni rémunérées ni indemnisées :

Congé sabbatique du \_\_\_\_\_ au \_\_\_\_\_

Congé sans solde et assimilé du \_\_\_\_\_ au \_\_\_\_\_

Période de disponibilité des trois fonctions publiques du \_\_\_\_\_ au \_\_\_\_\_

Autre période d'emploi ni rémunérée ni indemnisée (désertion dans les armées, suspension pour motif sanitaire...) du \_\_\_\_\_ au \_\_\_\_\_

■ Périodes d'absence du salarié au cours des 25 derniers mois de salaire ou 37 derniers mois si le salarié a 55 ans et plus au moment de la fin de contrat :

Arrêt maladie du \_\_\_\_\_ au \_\_\_\_\_

du \_\_\_\_\_ au \_\_\_\_\_

du \_\_\_\_\_ au \_\_\_\_\_

du \_\_\_\_\_ au \_\_\_\_\_

du \_\_\_\_\_ au \_\_\_\_\_

Congé maternité du \_\_\_\_\_ au \_\_\_\_\_

Congé paternité du \_\_\_\_\_ au \_\_\_\_\_

Congé d'adoption du \_\_\_\_\_ au \_\_\_\_\_

Congés payés pris et financés par une caisse professionnelle du \_\_\_\_\_ au \_\_\_\_\_

Périodes d'activité partielle ou activité partielle de longue durée :

du \_\_\_\_\_ au \_\_\_\_\_

du \_\_\_\_\_ au \_\_\_\_\_

du \_\_\_\_\_ au \_\_\_\_\_

du \_\_\_\_\_ au \_\_\_\_\_

2731246102045 LACAZE KARINE

## 4. emploi

du  au

du  au

du  au

Autre(s) motif(s) *(précisez le motif, à partir de la liste des motifs réglementaires d'absence du salarié)*

du  au

du  au

du  au

- Statut particulier :
- gérant  administrateur/PDG/DG  membre/Pdt du Directoire
- membre du Cons. de surveillance  pdt d'une association  membre d'un GIE  associé/actionnaire
- autre *(précisez)* :

## 5. motif de la rupture du contrat de travail

- |   |   |
|---|---|
| <input type="checkbox"/> licenciement suite à redressement ou liquidation judiciaire  | <input type="checkbox"/> départ à la retraite à l'initiative du salarié   |
| <input type="checkbox"/> licenciement suite à fermeture définitive de l'établissement   | <input type="checkbox"/> rupture conventionnelle  |
| <input type="checkbox"/> licenciement pour motif économique   | <input type="checkbox"/> prise d'acte de la rupture de contrat de travail   |
| <input type="checkbox"/> licenciement pour motif économique suite au refus d'un contrat de sécurisation professionnelle                               | <input type="checkbox"/> démission  |
| <input type="checkbox"/> licenciement pour fin de chantier ou d'opération   | <input type="checkbox"/> fin de contrat d'apprentissage   |
| <input type="checkbox"/> licenciement pour autre motif,<br><i>(précisez)</i> :  | <input type="checkbox"/> rupture pour force majeure ou fait du prince   |
| <input type="checkbox"/> autre rupture pour raison économique<br><i>(Art. L. 1233-3 dernier alinéa du C. du T.)</i>                                   | <input type="checkbox"/> rupture d'un commun accord d'un contrat à durée déterminée ou d'un contrat d'apprentissage                         |
| <input checked="" type="checkbox"/> fin de contrat à durée déterminée ou fin d'accueil occasionnel <input type="checkbox"/> refus de CDI <sup>1</sup> | <input type="checkbox"/> rupture anticipée du CDD pour faute grave  |
| <input type="checkbox"/> fin de mission d'intérim   | <input type="checkbox"/> rupture conventionnelle collective   |
| <input type="checkbox"/> rupture anticipée d'un CDD ou d'un contrat de mission en cas d'inaptitude physique constatée par le médecin du travail       | <input type="checkbox"/> rupture amiable dans le cadre d'un congé de mobilité   |
| <input type="checkbox"/> fin de période d'essai à l'initiative de l'employeur   | <input type="checkbox"/> rupture dans le cadre d'un accord de performance collective  |
| <input type="checkbox"/> fin de période d'essai à l'initiative du salarié   | <input type="checkbox"/> licenciement du collaborateur parlementaire<br><i>(Art. 18 et 19 de la loi n° 2017-1339 du 15 septembre 2017)</i>  |
| <input type="checkbox"/> rupture anticipée d'un contrat à durée déterminée ou d'un contrat d'apprentissage à l'initiative de l'employeur              | <input type="checkbox"/> démission avec versement d'une indemnité de départ volontaire (fonction publique)                                  |
| <input type="checkbox"/> rupture anticipée d'un contrat à durée déterminée ou d'un contrat d'apprentissage à l'initiative du salarié                  | <input type="checkbox"/> rupture conventionnelle (fonction publique)  |
| <input type="checkbox"/> mise à la retraite par l'employeur   | <input type="checkbox"/> autre motif :<br><i>(précisez le motif, à choisir parmi la liste des motifs de fins de contrat dans la notice)</i> |

<sup>1</sup> Si au terme du CDD ou du contrat de mission intérimaire, vous avez proposé un CDI qui a été refusé, cochez la case "refus de CDI"





2731246102045 LACAZE KARINE

### 6.3 sommes versées à l'occasion de la rupture (solde de tout compte)

Indemnité compensatrice de congés payés

Montant :

L'indemnité est-elle due par une caisse professionnelle ?      oui       non

Si oui, précisez laquelle :

et précisez le nombre de jours ouvrables :

Total des sommes ou indemnités légales, conventionnelles ou transactionnelles inhérentes à la rupture :

■ Montant correspondant aux indemnités légales (voir notice) :  
dont indemnités :

légale de licenciement  
(Art. L. 1234-9 du C. du T.)

minimale de rupture conventionnelle  
(Art. L. 1237-13 du C. du T.)  
Montant correspondant à celui de l'indemnité  
légale de licenciement

de fin de contrat à durée déterminée

de fin de mission

de départ à la retraite

spéciale de licenciement

spécifique de licenciement  
(Art. L. 1235-15 du C. du T.)

due aux journalistes

légale de clientèle

légale due au personnel navigant de l'aviation civile

versée à l'apprenti en application de l'article L. 6225-5 al.2 du C. du T.

compensatrice de compte épargne temps (CET)

due en raison d'un sinistre

autres indemnités légales

■ Montant correspondant aux indemnités conventionnelles (convention collective) :

■ Montant correspondant aux indemnités transactionnelles (transaction) :

Une transaction est-elle en cours ?      oui\*       non

\* Si d'autres sommes sont versées après l'établissement de cette attestation, vous devez les déclarer à France Travail.

2731246102045 LACAZE KARINE

## 7. authentification par l'employeur

Je soussigné(e), (nom) : BRU

(prénom) : Lambert

agissant en qualité de :

chef d'entreprise

directeur

comptable

mandataire liquidateur

gérant

responsable RH

administrateur judiciaire

autre (précisez) :

MAIRE

certifie que les renseignements indiqués sur la présente attestation sont exacts et, notamment, le motif de la rupture du contrat de travail qui est, je le rappelle, le suivant : Fin de contrat à durée déterminée ou fin d'accueil occasionnel

En cas de rupture conventionnelle, atteste n'avoir pas reçu de refus d'homologation de la convention de la part de la DREETS ou, le cas échéant, de refus de l'inspection du travail.

À BAGNAC SUR CELE

le : 2 5 0 6 2 0 2 5

Signature



Personne à joindre concernant cette attestation :  
LATAPIE SOPHIE

Email :

Téléphone : 0 5 6 5 3 4 9 0 2 9

Cachet de l'entreprise



**POUR S'INSCRIRE OU SE RÉINSCRIRE COMME DEMANDEUR D'EMPLOI,  
LE SALARIÉ EFFECTUE SA DEMANDE D'INSCRIPTION PAR INTERNET**

[www.francetravail.fr](http://www.francetravail.fr) - m'inscrire / me réinscrire.

Les données à caractère personnel collectées dans ce formulaire sont destinées à l'étude des droits des salariés à l'allocation d'aide au retour à l'emploi. Elles sont mises à disposition dans le dossier dématérialisé concernant le salarié, dénommé DUDE. Elles sont communiquées à d'autres organismes de protection sociale ou concourant à son reclassement. Conformément à la loi du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, et aux articles 15 et 16 du règlement général sur la protection des données (RGPD), vous disposez d'un droit d'accès et de rectification des informations qui vous concernent auprès de France Travail. Le droit d'opposition ne s'applique pas à la collecte de ces données.